



Syndicat National de Radiodiffusion et de Télévision

*Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel et de l'Action
Culturelle CGT*

LA PROTECTION SOCIALE ; LA FRANCHISE MÉDICALE ; LES REGIMES SPECIAUX DE RETRAITE ... ET ENSUITE ?

Non seulement Nicolas Sarkozy ne répond pas à l'urgence des priorités et des exigences sociales exprimées par les salariés, mais il renvoie tout règlement de situation à un choix individuel du salarié. Dans ce processus, comme dans l'intégralité d'un discours empreint des propositions du MEDEF, il s'efforce de ne pas contraindre le patronat.

Casse du droit du travail, précarisation de l'emploi, instabilité de la vie familiale, attaques contre les 35 heures, sanctions en tout genre, franchises médicales, détérioration des retraites... Nicolas Sarkozy a fait étalage de son objectif d'abandonner les fondements de la solidarité et de tout repère collectif.

Un adepte du tri sélectif :

Pour lui, les malades sont responsables de la situation de l'assurance maladie, les chômeurs sont des fraudeurs, les salariés des régimes spéciaux seraient des profiteurs qui voleraient de l'argent à la collectivité.

Le MEDEF applaudit et apprécie leur représentant présidentiel et sa capacité à tenter de mettre en place des revendications patronales vieilles de plusieurs décennies.

Le président de « tous les Français » fait du tri sélectif : les plus aisés de son côté, les autres sur le bas-côté. Il veut nettoyer la population qui pollue les privilèges de ces amis les VRAIS privilégiés.

Au nom de l'équité, Nicolas Sarkozy s'affère à faire croire qu'il faut développer l'emploi des seniors, augmenter le temps de travail, la durée de cotisations pour les retraites afin de donner du travail aux jeunes.

Dans le même temps, il propose de supprimer l'égalité de traitement pour les fonctionnaires en voulant leur imposer une rémunération au mérite ou encore défiscalise les heures supplémentaires pour le privé mais pas pour le public.

Il affirme inéluctable l'instabilité professionnelle et prépare les salariés à vivre en permanence avec le risque d'être licenciés, sanctionnés, fichés, d'être déménagés, expulsés...Il promet du pouvoir d'achat tout en refusant de toucher aux salaires.

Il veut faire croire aux salariés du régime général qu'ils ont intérêt à la disparition des régimes spéciaux. Les salariés ainsi divisés faciliteraient la marche en avant vers le nivellement par le bas des retraites de tous les salariés.

Il excelle dans l'art de la manipulation de l'opinion publique quand l'intérêt des plus aisés nécessite d'opposer les salariés entre eux.

Nous ne sommes pas dupes. L'agitation et les oppositions organisées autour des régimes spéciaux y participent dans une volonté de masquer la réalité de sa politique économique et sociale.

Pour l'audiovisuel :

Le Gouvernement n'a pas abandonné définitivement son projet d'imposer en force, au mépris d'un véritable dialogue social, une réforme du régime complémentaire de retraite des salariés non fonctionnaires des Services Publics –IRCANTEC-, dans le droit fil de celle votée en 2003 (réforme Fillon). Le véritable objectif poursuivi et les hypothèses retenues pour l'avenir sont de changer la nature du régime : passer progressivement d'un mécanisme de répartition à un régime par capitalisation. Ne laissons pas faire !

Pour faire avaler ces réformes profondément anti-sociales, Nicolas Sarkozy et sa cour (porte-parole, conseillers, la quasi-totalité des médias...) n'emploient que mensonges, n'utilisent que paravents médiatiques et ne recherchent qu'à tromper et manipuler.

Le 13 et le 18 octobre, offrons de l'action :

Il sait que cela a ses limites et conjugue ses interventions hypocrites avec la rapidité d'exécution des réformes. Il veut étouffer la contestation et la prendre de vitesse.

Dans cette situation, notre syndicalisme, les organisations syndicales portent une responsabilité politique importante pour permettre au plus grand nombre d'appréhender le contenu des discours et construire les mobilisations indispensables pour répondre aux exigences sociales fortes qui se posent dans le pays.

Sarkozy promet de l'action, le SNRT-CGT se joint aux fédérations syndicales qui proposent de lui en donner en appelant à se mobiliser massivement par **la grève le 18 octobre 2007** pour stopper la casse de la protection sociale, pour les salaires, les métiers, les retraites, le droit de grève.